

Rôle des médias dans l'action et la recherche

Par Jean Claude BIMWALA

Introduction

Qu'il s'agisse d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), c'est-à-dire ces acteurs sociaux occupés au quotidien et souvent en urgence, à la mise en œuvre des programmes répondant aux besoins immédiats de la population ; ou encore qu'il s'agisse des chercheurs en sciences sociales, dont les travaux et la démarche visent à l'amélioration de la connaissance en répondant avant tout aux exigences et règles de la discipline, personne ne saurait se passer du précieux apport des médias dans ses activités.

Si pour les uns (les ONG), les médias servent à vulgariser, à porter à la connaissance du plus grand nombre, les réalisations et l'impact des interventions réalisées dans le cadre d'un projet pour informer l'opinion, justifier l'action, s'attirer la sympathie des bénéficiaires, mais aussi des donateurs (bailleurs) ; pour les seconds (les chercheurs), les médias sont un outil, un support de vulgarisation des connaissances et des fruits de la recherche.

Il faudra vite préciser que dans le cadre de la science, la recherche n'est pas forcément utilitaire (même si par moment les sciences appliquées s'y attèlent), mais elle a le mérite de mettre à la disposition de tous, les connaissances pour évoluer dans la compréhension d'un sujet. Et l'apport des médias s'avère indispensable pour faire l'état de lieu de la question, en assurant les échanges et les discussions entre chercheurs.

Dans le cadre de cette réflexion, nous voulons montrer et démontrer l'indispensable apport des médias, tant dans l'évolution de la recherche que dans la mise en œuvre des projets de développement en RDC. Il sera aussi question de présenter les défis de la société d'action et de recherche en rapport avec la question des médias.

Outre le survol d'un échantillon des projets et centres de recherche pour dégager le rôle et la place des médias dans le fonctionnement des centres de recherches ainsi que la mise en œuvre des projets et programmes de développement, la présente réflexion proposera aussi quelques perspectives qui tiennent compte du contexte congolais pour un meilleur enracinement des médias dans les deux domaines cités.

De la tradition à la modernité

Considérés traditionnellement comme un simple outil d'information, les médias relèvent aujourd'hui d'une stratégie de management d'entreprises modernes ou des projets de développement.

Jusqu'à une certaine période, le rôle des médias dans la mise en œuvre des projets était considéré comme marginal. Ce rôle tenait à une position rigide unidirectionnelle et pyramidale de l'information, partant toujours du sommet à la base. Le sommet étant l'instance de conception et d'orientation ; et la base, l'instance d'exécution. A défaut d'un journal d'entreprise (ce qui relevait d'un vrai privilège), une valise généralement placée à l'entrée de l'établissement suffisait pour donner les informations utiles à connaître par les employés et autres usagers des services de l'institution. Y étaient publiés : toutes sortes de communiqués et annonces concernant le personnel et la vie de l'institution (promotion, radiation, naissance, décès, suspension, engagement du personnel), les bilans, les nouvelles directives de

l'institution... Bref, juste le nécessaire, le bon à connaître pour un vécu commun régulé, un travail en sécurité ainsi que des résultats attendus par la hiérarchie.

Généralement placés sous l'autorité de l'Administration des Ressources Humaines, les responsables des médias se contentaient de participer à la paix sociale nécessaire, en assurant et approvisionnant régulièrement les canaux d'information institutionnelle. Comme l'émetteur (journal d'entreprise, les communiqués et informations affichées aux valves, les lettres circulaires...) ne reçoit souvent aucune rétroaction de la part de ses récepteurs, il se voit dans l'obligation de déployer des stratégies pour rejoindre chacun des membres constituant son public cible et ainsi atteindre ses objectifs de communication.

Depuis lors, la société actuelle appelée aussi « société de l'information » a révolutionné les principaux rôles des médias, en les regroupant en quatre grandes catégories: « nouvelles et informations », « analyses et commentaires », « éducation » et « changement de mentalité et de comportement ». La portée de leurs activités s'étend donc au-delà de la simple transmission d'informations à l'état brut. Quant à leur influence sur les attitudes, les comportements individuels et sociaux, elle serait devenue plus importante. Quoi qu'il en soit, les médias ont désormais la cote auprès du public. Mais il s'agit moins des médias traditionnels (la presse écrite et la radio), qui ont perdu une grande part de leur public en raison de l'expansion du Web et de la grande diversification des contenus offerts à la télévision simplifiée, par l'apport des réseaux sociaux. Dans les entreprises, les projets de développement ou toutes autres organisations, la communication a vu son rôle, son importance et ses fonctions être étendus.

Ce qu'on attend désormais de la communication dans le management moderne

Voici, en quelques points les attentes, telles que reprises dans une offre d'emploi récemment publiée (Mai 2018) en RDC, par une ONG à la recherche d'un expert en communication pour le Développement, en vue de l'éradication de la Poliomyélite.

Position n° et lieu d'affectation : Kisangani, Goma, Bukavu, Matadi & Kananga

Type de contrat : Fixed-Term avec une durée de deux ans.

Avis de Vacance n° : VN/2010/NO/019. Date de clôture de la publication : 23 Août 2017. Objet du poste, Principales Tâches et Responsabilités.

Sous la supervision générale du Chef de la Communication pour le Développement, et sous la supervision directe des Chefs des bureaux provinciaux de l'UNICEF, en lien programmatique avec le Chef du Projet Immunisation à Kinshasa, les Administrateurs Survie des bureaux de zone et des bureaux provinciaux ainsi qu'avec les Administrateurs chargés de la Communication en appui aux programmes des bureaux de zone, l'administrateur de la communication pour le développement - polio apportera un appui à la planification et à la mise en œuvre des activités de communication au niveau des provinces à haut risque Polio.

Ils devront :

- Contribuer à élaborer un plan de communication prenant en compte les trois principales composantes de l'Initiative d'éradication de la poliomyélite (PEV systématique, vaccination de

masse et surveillance communautaire) ainsi que la promotion des pratiques familiales essentielles ;

- Appuyer le développement des micro-plans de communication basés sur l'analyse des défis et des opportunités identifiés lors du diagnostic communautaire au niveau opérationnel ;
- Appuyer l'élaboration des plans de communication consolidés au niveau provincial, avec focus sur la communication interpersonnelle et l'utilisation des radios de proximité ;
- Organiser la supervision prospective dans les zones de santé à haut risque polio ;
- Renforcer les capacités en communication des comités de mobilisation sociale à tous les niveaux ;
- Appuyer les zones de santé dans la mise en œuvre des micro-plans élaborés ;
- Organiser la supervision des campagnes polio, en priorité dans les zones de santé à problème, avec accent sur les zones de santé avec populations spéciales et cas de résistances ;
- Appuyer la mise en œuvre des micro-plans dans les zones de santé ;
- Appuyer l'évaluation des activités des campagnes polio au niveau des districts et des zones de santé concernés ;

- Appuyer le plaidoyer et la sensibilisation en faveur du PEV systématique et de la surveillance ; des maladies

- Appuyer la promotion des pratiques familiales essentielles ;

- Documenter les expériences de communication dans le cadre de la lutte contre la polio ;
- Rédiger des rapports mensuels d'activités comprenant des expériences originales de mobilisation sociale et les leçons apprises, la prévention ou la gestion des résistances et des rumeurs ;
- Veiller à ce que les plans de communication prennent en compte la surveillance à base communautaire, avec accent sur la

reconnaissance des cas des PFA par la population et les méthodes de rapportage des cas suspects aux centres de santé/personnes appropriés ;

- Développer et appuyer la mise en œuvre et l'évaluation des plans intégrés de communication, intégrant la participation des leaders locaux, la promotion de la vaccination à travers les activités de récupération des perdus de vue et la promotion de l'utilisation des services de santé.

A la lecture de ces termes de référence, deux remarques s'imposent :

- Outre l'étendue de la mission, la position actuelle de la communication n'est plus à rechercher du côté des Ressources Humaines comme autrefois, mais plutôt tout près de la direction, organe de conception de la politique générale (cf. sous la supervision directe des Chefs des bureaux provinciaux de l'UNICEF.....). Elle fait désormais partie d'une stratégie de management moderne d'entreprises et de projets à côté des Ressources Humaines et de l'Administration financière. C'est-à-dire que réussir un management ne se limite plus à une bonne gestion des ressources financières et humaines affectées au projet. En plus de cela, il est important d'avoir une bonne communication vis-à-vis de son personnel, mais aussi vis-à-vis du public, principal bénéficiaire du projet. Un projet doit être aussi compris et accepté avant de produire des effets ;
- La communication ne se limite plus à la diffusion des messages du sommet à la base, mais en plus, elle est comprise comme une suite d'interactions, d'échanges d'informations qui devraient entraîner des changements ou des modifications de comportements ou d'attitudes. C'est ainsi que, au moment où l'innovation en techniques et outils le renforcement des capacités des partenaires en communication fait partie intégrante des stratégies de communication.

Pratique de la communication dans la recherche à Kinshasa

A travers une petite enquête qualitative, deux acteurs (deux centres de recherche) ont été approchés, pour recueillir des avis d'experts sur l'importance et la pratique de la communication dans leurs activités de recherche. Il s'agit du Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-saharienne, créé en 1984 et dont la mission est de promouvoir les recherches en sciences humaines sous l'autorité de la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa, et du Centre d'Etudes des Religions Africaines (Cera), qui a pour mission d'étudier et de comprendre les réalités du phénomène et de la pratique religieuse en Afrique. Le Cera est attaché à la Faculté de Théologie de l'Université Catholique du Congo (UCC).

L'échantillon est certes modeste, à cause de multiples contraintes : la grève dans le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire et de la recherche scientifique, l'indisponibilité des chercheurs et employés. Mais il faut avouer qu'à plusieurs égards, l'enquête reflète la situation générale de la recherche en République Démocratique du Congo, du moins dans son volet communication.

Les férus des chiffres et des statistiques ne trouveraient pas leurs comptes dans le compte rendu de cette enquête, car sous la forme narrative, elle ne restitue que des avis d'experts sur six questions clés, à savoir : la politique de diffusion des fruits de la recherche, le moyen et la fréquence de diffusion, la politique de collaboration avec les chercheurs, la politique de gestion du flux de la demande des lecteurs et usagers des fruits de la recherche, les difficultés conjoncturelles des unités de recherche.

Sur un large éventail des choix, la Revue Scientifique s'est avérée comme le moyen de diffusion par excellence des produits de la recherche. Il s'agit du « *Cahier des religions africaines* », pour le Cera-UCC- et de la *Revue Africaine des sciences sociales et humaines* « *Rassh* », pour le Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-saharienne de l'Université de Kinshasa. Si la revue « *Cahier des religions africaines* » est annuelle, la *Rassh* a une vocation de parution trimestrielle. Mais les responsables reconnaissent avoir toutes les difficultés pour tenir cette périodicité.

Dans tous les cas, le faible tirage des revues est une difficulté commune à tous les centres de recherche. Les publications du Cera, ne dépassant pas 1000 exemplaires, sont disponibles seulement dans la librairie et la bibliothèque universitaires de l'UCC. Tandis que les publications du Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-Saharienne de l'UNIKIN ont un tirage limité aux seuls chercheurs et collaborateurs de l'édition, avant de réserver quelques exemplaires à la bibliothèque centrale universitaire ainsi qu'à la bibliothèque facultaire.

Quelquefois, les centres de recherche ont organisé des conférences et des symposiums pour partager des réflexions avec des publics ciblés. Mais cette option reste entièrement dépendante des financements extérieurs, des partenaires (coopération inter universitaire et autres bailleurs) qui se sont progressivement retirés. Quand on ajoute à ces faits le modique budget alloué au secteur, les autorités ont dû faire des choix.

Si, au Cera, le dernier symposium remonte d'il y a 3 ans, au Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-Saharienne, l'activité remonte à la dernière année ; alors qu'un écart de plusieurs années sépare celle-ci de l'avant-dernière.

La principale explication de cet essoufflement des centres de recherche, du moins dans son volet de production et de diffusion, se trouve résumée dans le diagnostic que l'Etat congolais en fait dans son programme gouvernemental, diagnostic sévère de la situation de la recherche en RDC : absence d'une politique nationale de la recherche, insuffisance des ressources financières, absence prolongée de la coopération avec l'extérieur, détérioration des infrastructures et équipements, spoliation du patrimoine immobilier de la recherche, baisse de performances des chercheurs, due à la formation inadéquate et aux médiocres conditions de travail.

Pour pallier ces limites conjoncturelles, les autorités auraient dû explorer d'autres canaux alternatifs, aussi pratiques que moins coûteux, pour assurer la diffusion des produits de recherche.

Mais l'enquête a révélé que ces centres n'ont entrepris, jusqu'alors, aucune réflexion pour explorer les possibilités d'intégrer les nouveaux médias comme canaux de diffusion.

Le projet du site internet professionnel intégrant tous les réseaux sociaux est une alternative à étudier sérieusement, si l'on veut pérenniser la recherche en sciences sociales et la rendre disponible à la majorité des chercheurs et usagers et à un coup réduit. Le site peut aussi offrir la possibilité de numériser toutes les ressources documentaires et les rendre disponibles sur la plateforme, à tous les chercheurs et usagers.

Par ailleurs, dans une société dominée par la culture de l'oralité et profitant du prodigieux développement du paysage audiovisuel national, y compris l'audiovisuel thématique (les radios et les télévisions universitaires, par exemple), il est incompréhensible que les centres de recherche n'aient pas assez d'audace dans l'innovation en négociant des temps d'antenne pour animer des émissions spécialisées.

La dernière anomalie du Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-saharienne réside dans sa politique actuelle de choix des sujets et contributeurs. L'enquête a montré qu'il n'y existe plus des contributions thématiques. Les contributions sont spontanées, pourvu que le sujet soit en rapport avec l'objet social de l'institution.

Conclusion

Hier, comme aujourd'hui, la recherche, tout comme la mise en œuvre des projets de développement, a besoin de l'impulsion des médias. Cet apport indispensable, qui a accru avec l'évolution du concept *communication*, a permis, d'une part, de mettre la connaissance à la disposition des chercheurs et, d'autre part, d'alerter, d'informer, d'éduquer et de mobiliser l'opinion ou la cible sur les activités menées dans le cadre d'un projet pour l'impliquer dans la réalisation des objectifs du projet.

Alors que les projets de développement, guidés par l'obligation des résultats et appuyés par les grands moyens, ont réussi leur adoption aux impératifs de la société moderne, l'étude a aussi révélé que, pour les centres de recherche, la revue s'est avérée comme le canal idéal de communication, alors que l'évènementiel (l'organisation des symposiums, conférences...) vient compléter la liste des stratégies et outils de communication les plus en vue. Cependant, face aux difficultés économiques conjoncturelles (diminution sensibles de moyens alloués à la recherche, baisse de la coopération, absence de politique nationale de recherche...), il est recommandé aux unités de recherche de faire preuve de créativité et d'audace pour explorer les nouveaux outils que sont les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ? La survie de la communication est à ce seul prix. Cela, en attendant que la société réintègre la recherche dans sa stratégie de survie. Car l'histoire de notre pays a montré

que dans tous les domaines de la connaissance, essentiellement en sciences humaines, les centres de recherche en RDC ont produit des études qui ont nourri la connaissance. Des découvertes scientifiques ont été faites, en histoire, en anthropologie, en linguistique, et des terrains vierges ont été explorés pour améliorer la connaissance.

Bibliographie

- BALLES F., 1992, *Medias et société*. Presse audiovisuelle et télécommunication, Paris.
- DELMAS R., 1975, *Vers une société de l'information*, Rennes.
- « Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté », Gouvernement de la RDC, 2006.
- LADRIERE J., *Sciences et Discours rationnel*, in Encyclopedia Universalis, Corpus V.
- MIMBU K.H., 2015, *Pour les recherches scientifiques de qualité en RDC*, Edition baobab, Kinshasa.
- MUCCHIELI, 1995, *Les sciences de l'information et de la communication*, Seuil, Paris.
- WATZLAWICK G, 1992, *Une logique de la communication*, Paris, Seuil